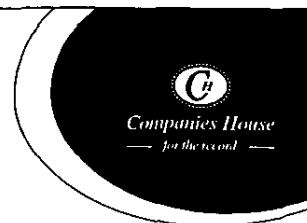


OS CC01

Return by an overseas company of an alteration to constitutional documents



☒ **What this form is for**
You may use this form to show an alteration to constitutional documents of an overseas company

☒ **What this form is NOT for**
You cannot use this form to show any other changes to an overseas company

TUESDAY



A10 *AOJP3OKH* 303
26/10/2010
COMPANIES HOUSE

1 Overseas company details

Company number F C 0 2 9 8 4 1

Company name in full or alternative name as registered in the UK Kertel

→ **Filing in this form**
Please complete in typescript or in bold black capitals

All fields are mandatory unless specified or indicated by *

2 Alteration of the constitutional document(s)

Details of change Alteration of articles of association

3 Date of alteration to the constitutional document(s)

The company gives notice¹ that the constitutional document(s) for this company were altered on the date below

Date of alteration 2 9 10 2 1 0

Copies of the following documents have been attached

- A new certified copy of the constitution of the company, as altered
- A certified translation, if applicable

¹ This notice must be delivered to the Registrar within 21 days of the notice of alteration being received in the UK in due course of post (if dispatched with due diligence)

4 UK establishments

A return must be delivered in respect of any alteration to the company particulars by each UK establishment. If, however, a company has more than one UK establishment, it may deliver only one form in respect of all those UK establishments, provided it completes the table below

UK establishment name	Registration number							
Kertel	B	R	0	1	4	8	2	4

5 Signature

I am signing this form on behalf of the overseas company²

Signature

Signature

X

X

² This form may be signed by Director, Secretary, Permanent representative

OS CC01

Return by an overseas company of an alteration to constitutional documents



Presenter information

You do not have to give any contact information, but if you do it will help Companies House if there is a query on the form. The contact information you give will be visible to searchers of the public record.

Contact name

Company name

Address

Post town

County/Region

Postcode

Country

DX

Telephone



Important information

Please note that all information on this form will appear on the public record.



Where to send

You may return this form to any Companies House address

England and Wales

The Registrar of Companies, Companies House,
Crown Way, Cardiff, Wales, CF14 3UZ
DX 33050 Cardiff

Scotland

The Registrar of Companies, Companies House,
Fourth floor, Edinburgh Quay 2,
139 Fountainbridge, Edinburgh, Scotland, EH3 9FF
DX ED235 Edinburgh 1
or LP - 4 Edinburgh 2 (Legal Post)

Northern Ireland

The Registrar of Companies, Companies House,
Second Floor, The Linenhall, 32-38 Linenhall Street,
Belfast, Northern Ireland, BT2 8BG
DX 481 N R Belfast 1



Checklist

We may return the forms completed incorrectly or with information missing

Please make sure you have remembered the following

- ☐ The company name and number as registered in the UK match the information held on the public Register
- ☐ You have entered details of the alteration to the constitutional documents in Section 2
- ☐ You have entered the date of alteration to the constitutional document(s) in Section 3
- ☐ You have completed Section 4, if applicable
- ☐ You have submitted the new constitutional documents of the company (with a certified translation, if appropriate) with this form
- ☐ You have signed the form



Further information

For further information, please see the guidance notes on the website at www.companieshouse.gov.uk or email enquiries@companieshouse.gov.uk

This form is available in an alternative format. Please visit the forms page on the website at www.companieshouse.gov.uk

KERTEL
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 226 465,50 euros
Siège social : 5, rue de Marignan
75008 PARIS
422 135 459 RCS PARIS (1999 B 04176)

STATUTS
MIS A JOUR LE 29 SEPTEMBRE 2010

*I certify that this is a true copy
of the original*



NIKHIL CHANDRA, DIRECTOR

ARTICLE 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme de Société anonyme puis a été transformée en Société par actions simplifiée

Elle a été transformée en société anonyme suivant la décision des associés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 06 décembre 2007

La Société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et ceux qui seraient créés ultérieurement

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet directement ou indirectement tant en France qu'à l'étranger

- l'acquisition, la détention, la gestion, la vente de tous titres ou parts de sociétés ayant des activités dans le secteur commercial, notamment l'achat, la vente en gros ou au détail de toutes marchandises ou denrées ou services, ainsi que dans le secteur industriel, immobilier ou de services

- la promotion et la gestion de toutes sociétés commerciales, civiles ou immobilières

- l'installation et l'exploitation, sur le territoire de la Communauté européenne, d'équipements de communications établis ou utilisés pour la fourniture au public de services de télécommunications

- la production et la commercialisation de toutes prestations de services en matière de communication, et notamment de télécommunication (téléphone et/ou procédés et moyens de transferts et traitements de tous signes ou données) ainsi que tous biens et/ou services associés, le conseil, l'assistance, notamment l'ingénierie, en ces matières

- la fourniture et la commercialisation de services de télécommunications soumis à autorisation administrative préalable sous réserve de l'obtention des autorisations requises par le Code français des Postes et Télécommunications, y compris le service téléphonique au public ainsi que l'installation et l'exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public

- le conseil, l'assistance, notamment l'ingénierie dans les domaines ci-dessus

- la prestation de services, notamment à titre de conseil, d'assistance ou d'administration, dans les activités ci-dessus visées

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus,

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités,

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,

- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination sociale est **KERTEL**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "Société anonyme" ou des initiales "S A" et de l'indication du montant du capital

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé **5 rue de Marignan 75 008 PARIS**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du Conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution ou prorogation anticipée

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre

ARTICLE 7 - Apports

1°) – Il a été fait apport lors de la constitution de la société, d'une somme en numéraire de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250 000 F) ,

2°) – Le 14 décembre 2001, le capital a été augmenté de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 F) pour être porté à TROIS CENT MILLE FRANCS (300 000 F) ,

3°) – Le Conseil d'administration a constaté le 17 décembre 2001 la conversion du capital en euros et a procédé à la réduction de la valeur nominale des 3 000 actions à 15 euros par affectation de la différence de conversion à un compte de réserve indisponible, décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 décembre 2001

4°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 6 décembre 2007, le capital social a été augmenté d'une somme de 180 000 euros par prélèvement sur les réserves

5°) Conformément à la délégation consentie par l'assemblée générale du 5 février 2008, et aux termes des Conseils d'administration du 10 février 2008, du 22 février 2008, du 28 février 2008 et du 2 juillet 2008, le capital social a été augmenté d'un montant de 1 465,50 euros, pour passer ainsi à 226 465,50 euros par l'émission de 146 550 actions nouvelles de 0,01 euro de valeur nominale libérées en numéraire

6°) Conformément à la délégation consentie par l'Assemblée Générale du 26 décembre 2007 et aux termes des Conseils d'administration du 21 janvier 2008 et du 25 août 2009, le capital social a été augmenté d'un montant de 10 800 euros, pour passer ainsi à 237 265,50 euros par l'émission de 1 080 000 actions nouvelles de 0,01 euro de valeur nominale libérées en numéraire

7°) Par délégation de l'Assemblée Générale du 26 décembre 2007 et aux termes des Conseils d'administration des 21 janvier 2008, 25 août 2009, et 17 juin 2010, la décision d'augmentation de capital de 10 800 € du 25 août 2009, est purement et simplement annulée

ARTICLE 8 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 226 465,50 euros. Il est divisé en 22 646 550 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune.

Conformément à l'article L 228-11 du Code de commerce, la Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

ARTICLE 9 – Comptes courants

Les actionnaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'actionnaire intéressé et le Conseil d'administration. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Elle peut déléguer au Conseil d'administration sa compétence et les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider, réaliser, dans les délais prévus par la loi, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions recueillies, dans les conditions prévues par la loi.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L 228-91 C com sont autorisées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément aux articles L 225-129 à L 225-129-6 C com. Celle-ci se prononce sur le rapport du Conseil d'administration et sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'assemblée générale extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider ou autoriser le Conseil d'administration à réaliser une réduction du capital social.

ARTICLE 11 – Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'administration en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les actionnaires ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'administration, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

ARTICLE 12 – Forme des valeurs mobilières

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 13 – Cession – Transmission – Location des actions

1 - Les actions sont librement négociables Elles se transmettent par virement de compte à compte sur instructions signées du Cédant ou de son représentant qualifié

2 - Les actions sont librement cessibles

3 – Location des actions

La location des actions est interdite

ARTICLE 14 – Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales

ARTICLE 15 – Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires

Ils comportent l'obligation, pour les actionnaires, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les actionnaires ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des actionnaires qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des actionnaires défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs actionnaires l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi

que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette

ARTICLE 16 – Conseil d'administration

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus

2 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération

3 - Chaque administrateur peut être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins une action

4 - La durée des fonctions des administrateurs est de SIX années

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire

5 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu

6 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent

7 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce Contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un Contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

10- L'Assemblée Générale ordinaire peut à la majorité des voix nommer un ou plusieurs censeurs dans la limite de trois censeurs sur proposition du Conseil d'Administration.

La durée de leurs fonctions est de 3 ans renouvelable. Ils sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale ordinaire, sans juste motif. Ils peuvent démissionner à tout moment de leur fonction. Leur démission sera constatée en Assemblée Générale ordinaire.

Les censeurs sont des personnes physiques, non soumis aux obligations liées au cumul des mandats des articles des articles L 225-21 et L 225-94-1 du Code de commerce. Un salarié peut occuper la fonction de censeur sans perdre le bénéfice de son contrat de travail dès lors qu'il exerce une fonction effective au titre du contrat de travail.

Les censeurs veillent notamment à la stricte application des lois et des statuts, examinent notamment les inventaires et les comptes annuels, et assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration. Ils ne sont pas rémunérés et ont droit seulement au remboursement de leurs frais dûment justifiés.

Les règles applicables à la convocation des censeurs sont les mêmes que celles applicables à la convocation des administrateurs.

ARTICLE 17 – Organisation et direction du Conseil d'administration

1 - Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

2 - Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3 - Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4 - En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion.

5 - Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

ARTICLE 18 – Réunions et délibérations du Conseil

1 - Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2 - La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 3 jours à l'avance par tout moyen y compris dématérialisé. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent. La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La réunion peut également être organisée par des moyens de visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des participants.

3 - Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de Séance est prépondérante.

4 - Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5 - Le règlement intérieur établi par le Conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

6 - Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux.

établis conformément aux dispositions légales en vigueur Les procès-verbaux sont signés par le Président de Séance et par un administrateur ou par deux administrateurs

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général

ARTICLE 19 – Pouvoirs du Conseil d'administration

1 - Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve

2 - Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles

3 - Le Conseil d'administration peut donner à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts

Le Conseil peut décider de la création de Comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet

5 - Le Conseil d'administration a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations

Il peut déléguer à l'un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités

Les personnes désignées rendent compte au Conseil d'administration dans les conditions prévues par ce dernier

ARTICLE 20 – Direction générale

Modalités d'exercice

Conformément à l'article L 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil

d'administration et qui prend le titre de Directeur Général

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration est prise jusqu'à décision contraire du Conseil d'administration.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Direction générale

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou le Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs. Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du Directeur Général non Président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à 5.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif

ARTICLE 21 – Conventions réglementées

1 - Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée

2 - Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % (C. com. art L 225-38) ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-40 du Code de commerce

3 - Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225-38 et suivants du Code de commerce

Cependant ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes

ARTICLE 22 – Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants

ARTICLE 23 – Assemblées générales : Convocations – Bureau – Procès-verbaux

1 - Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par un avis publié dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée

2 - Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour Elle peut, toutefois, en toute circonstance révoquer un ou plusieurs administrateurs

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions

3 - Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée

4 - En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la Société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte

5 - Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée

6 - Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée

7 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou par l'administrateur le plus ancien présent à l'assemblée A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi

ARTICLE 24 – Assemblées générales : Quorum – Vote

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, et ayant le droit de vote, et dans les assemblées spéciales sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires reçus par la Société dans le délai prévu au paragraphe 4 de l'article précédent

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix

En cas d'actions détenues par la Société, celle-ci ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir

Il en est de même, dans le cas, des actions non libérées des versements exigibles, qui sont, de ce fait, privées du droit de vote (C. com. art L 228–29)

ARTICLE 25 – Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle doit être réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, pour statuer sur les comptes de cet exercice

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins un cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance

ARTICLE 26 – Assemblée générale extraordinaire

1 - L'assemblée générale extraordinaire peut seule modifier les statuts, sous réserve des éventuelles délégations consenties à cet effet, en application de la loi et des présents statuts. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf dans le

- cas des opérations résultant des regroupements d'actions régulièrement effectuées

2 - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est seule compétente pour décider l'émission, le rachat et la conversion des actions de préférence au vu d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes

3 - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins un quart des actions ayant droit de vote et un cinquième des actions ayant le droit de vote sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance

Toutefois

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices et primes d'émission sont décidées aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires,
- la transformation de la Société en Société en nom collectif et en Société par actions simplifiée, l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ainsi que le changement de nationalité de la Société sont décidés à l'unanimité des actionnaires

ARTICLE 27 – Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'une catégorie d'actions déterminée. La décision d'une assemblée générale extraordinaire de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions, n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires de cette catégorie

Elles ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation un tiers et sur deuxième convocation un cinquième des actions ayant droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits

Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance

ARTICLE 28 – Droit de communication des actionnaires

Le droit de communication des actionnaires, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires

ARTICLE 29 – Comptes annuels

Le Conseil d'administration tient une comptabilité régulière des opérations sociales. Il dresse les comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce

ARTICLE 30 – Affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour doter le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

La perte de l'exercice est inscrite au report à nouveau à l'effet d'être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à son apurement complet.

ARTICLE 31 – Paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont déterminées par l'assemblée générale ou à défaut par le Conseil d'administration.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

ARTICLE 32 – Perte des capitaux propres

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

- En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société

ARTICLE 33 – Liquidation

1 - Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la Société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L 237-14 à L 237-20 du Code de commerce ne seront pas applicables

2 - Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs Liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les Liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs

Le mandat des Liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation

3 - Les Liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif

Le ou les Liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation

Le ou les Liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense

4 - Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L 237-23 et suivants du Code de commerce

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un Liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social

Les assemblées sont présidées par l'un des Liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution

5 - En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent

- sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation

Si les Liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du Liquidateur ou de tout intéressé

6 - Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions

7 - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil

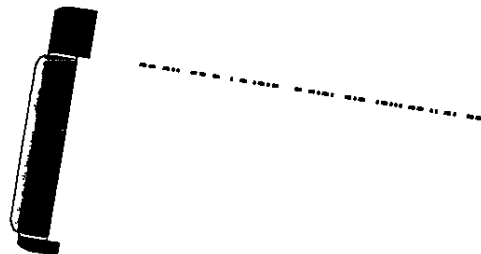
ARTICLE 34 – Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun

KERTEL

Limited Liability Company with Board of Directors
with capital of 226,465 50 euros
Registered Office 5 Rue de Marignan
75008 PARIS
422 135 459 RCS (Register of Trade and Commerce) PARIS (1999 B 04176)

ARTICLES OF ASSOCIATION
UPDATED 29 SEPTEMBER 2010



I certify that this is a correct
translation of the original

NIKHIL CHANDRA, DIRECTOR

ARTICLE 1 - Form

The Company was incorporated in the form of a limited company and was subsequently converted into a simplified joint stock company

It was converted into a limited company following a resolution by the partners at the extraordinary general meeting on 6 December 2007

The Company continues to exist between the owners of existing stocks and of those that may be created later

It is governed by the laws and regulations in force, in particular the Second Book, Title II of the French Commercial Code, as well as by these articles of association

ARTICLE 2 - Purpose

The purpose of the Company, directly or indirectly and both in France and abroad, is

- the acquisition, ownership, management and sale of any securities or shares in companies operating in the commercial sector, in particular the purchase and wholesale or retail sale of any goods or commodities or services in the industrial, property or services sectors
- the promotion and management of all trading, non-trading or property companies
- the installation and operation, within the territory of the European Community, of communication equipment established or used for providing telecommunications services to the public
- the production and marketing of all communications-related services, in particular telecommunications (telephone and/or processes and methods for transferring and processing any signals or data) and all related goods and/or services and consultation and assistance in these matters, in particular engineering
- the provision and marketing of telecommunications services subject to prior administrative approval, subject to obtaining the approvals required by the French Postal and Telecommunications Code, including the public telephone service and installation and operation of telecommunications networks open to the public
- consultation and assistance, in particular engineering, in the fields above
- the provision of services in the activities mentioned above, particularly in the form of consultation, assistance or administration

All industrial and commercial operations related to

- the creation, acquisition, rental, lease management of any business, leasing, installation, operation of any organisation, business, factory or workshop that relates to one or other of the activities specified above,

- the holding, acquisition, use or transfer of all processes and patents and intellectual property rights concerning such activities,
- the direct or indirect participation of the Company in any financial, property or securities transactions or in commercial or industrial concerns that may relate to the company purpose or to any similar or related purpose,
- any transactions whatsoever that may contribute to the achievement of this purpose

ARTICLE 3 – Company name

The company name is **KERTEL**.

For all deeds, invoices, announcements, publications and other documents issued by the Company, the name must always be preceded or followed by the legibly written words "Société anonyme" (limited company) or the initials "S A " along with information on the amount of capital

ARTICLE 4 - Registered office

The company's registered office is **5 Rue de Marignan, 75008 PARIS**.

This may be transferred to any other place in the same department or adjacent departments by a simple decision of the Board subject to ratification by the next ordinary general meeting, and may be transferred to any other place following a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders

In the event of a transfer made in accordance with the law by the Board of Directors, the latter is empowered to amend the articles of association accordingly

ARTICLE 5 - Duration

The duration of the Company is fixed at 99 years from the date of its registration on the Register of Trade and Companies, except in cases of early dissolution or extension

ARTICLE 6 - Financial year

The financial year begins on 1 January and ends on 31 December

ARTICLE 7 - Contributions

- 1) Upon formation of the company a contribution was made in the form of a cash sum of TWO HUNDRED AND FIFTY THOUSAND FRENCH FRANCS (F250,000),
- 2) On 14 December 2001 the capital was increased by FIFTY THOUSAND FRANCS (F50,000) to take the sum to THREE HUNDRED THOUSAND FRANCS (F300,000),

3) On 17 December 2001 the Board of Directors confirmed a conversion of the capital into euros and proceeded to reduce the nominal value of the 3,000 shares to 15 euros by allocating the conversion difference to an unavailable reserve account, which had been decided by the extraordinary general meeting of 7 December 2001

4) In accordance with an extraordinary general meeting dated 6 December 2007, the share capital was increased by a sum of 180,000 euros by deduction from the reserves

5) In accordance with the authority granted by the general meeting of 5 February 2008 and with the Executive Board meetings of 10 February 2008, 22 February 2008, 28 February 2008 and 2 July 2008, the share capital was increased by €1,465 50 to take the total amount to €226,465 50 through the issue of 146,550 new shares at the nominal value of €0 01 paid in cash

6) In accordance with the authority granted by the general meeting of 26 December 2007 and with the Board meetings of 21 January 2008 and 25 August 2009, the share capital was increased by €10,800 to take the total amount to €237,265 50 through the issue of 1,080,000 new shares at the nominal value of €0 01 paid in cash

7) Through the authority of the general meeting of 26 December 2007 and in accordance with the Board meetings of 21 January 2008, 25 August 2009 and 17 June 2010, the decision to increase the capital by €10,800, dated 25 August 2009, was cancelled outright

ARTICLE 8 - Share capital

The share capital is set at €226,465 50 It is divided into 22,646,550 shares each with a nominal value of €0 01

In accordance with Article L 228-11 of the French Commercial Code, the Company may create preference shares with or without voting rights, together with special rights of any nature, either temporarily or permanently

ARTICLE 9 - Current accounts

Shareholders may, whilst complying with existing regulations, make available to the Company any sums of money which it may need as advances in "Current accounts" The terms and conditions of such advances shall be determined by mutual agreement between the shareholder concerned and the Board of Directors Where relevant these shall be subject to the authorisation and control process provided by the law

ARTICLE 10 - Amendments to the share capital

The share capital may be increased either through the issue of ordinary or preference shares, or by raising the nominal value of existing capital securities

The share capital may also be increased through the exercise of rights attached to securities giving access to capital, under the conditions provided by the law

New capital securities shall be issued either at their nominal value or at that value plus an issue premium

They shall be paid for either through a cash contribution including compensation with claims that are liquid and payable to the Company, or by contribution in kind, either by incorporation of reserves, profits or issue premiums or following a merger or demerger

They may also be paid for following the exercise of a right attached to securities giving access to capital, including, where appropriate, the payment of the corresponding sums

The extraordinary general meeting has the sole authority to decide on a capital increase. It may delegate its authority and any necessary powers to the Board of Directors in order for the latter to decide and complete, within the time prescribed by law, the capital increase once or on several occasions, to ascertain the terms of this, to record it and to proceed to the corresponding change in the articles of association.

For any increase in capital that is to be subscribed for in cash, a decision may be made to limit such an increase to the amount of the subscriptions received, under the conditions provided by the law.

Any issue of securities giving access to capital or giving the right to the allocation of debt instruments governed by Article L 228-91 of the Commercial Code shall be authorised by the extraordinary general meeting of shareholders in accordance with Articles L 225-129 to 225-129-6 of the Commercial Code. The extraordinary meeting shall decide on the report of the Executive Board and on the special report of the External Auditor.

In the event of an increase through the issue of shares to be subscribed for in cash or the issue of securities giving access to capital or giving the right to the allocation of debt instruments, a preferential right to subscribe for these shares shall be reserved for the owners of the existing shares under the legal conditions. However, shareholders may individually waive their preferential right and the extraordinary general meeting may decide to remove this preferential right under the conditions provided by the law.

The extraordinary general meeting may decide or may authorise the Board of Directors to carry out a reduction in the share capital.

ARTICLE 11 - Payment for shares

1 - Any subscription for shares in cash must be accompanied by a payment for the minimum quota prescribed by the law and, where applicable, the entire issue premium. The remainder shall be payable in one or multiple instalments at the times and in such proportions as determined by the Board of Directors in accordance with the law. Calls for capital shall be made known to shareholders at least fifteen days before the time fixed for each payment, by registered letter with notification of receipt.

Shareholders shall have the option of making advance payments.

2 - In the event of a failure to pay for the shares by the deadline set by the Board of Directors, any outstanding payments shall bear interest as of right at the legal interest rate in force from the payment due date, this is without prejudice to the remedies and penalties provided by law.

ARTICLE 12 - Form of securities

Securities shall be registered in the name of the holder in accounts held by the Company or by an agent appointed for this purpose

Any shareholder may request the issue of an account subscription certificate

ARTICLE 13 – Sale, transmission and lease of shares

1 The shares may be traded freely. They are transmitted by transfer from account to account upon signed instruction from the Seller or his or her qualified representative

2 The shares may be assigned freely

3 – Lease of shares

Any lease of shares is prohibited

ARTICLE 14 - Indivisibility of shares - Usufruct

1 - The shares are indivisible with respect to the Company

Co-owners of indivisible shares shall be represented at general meetings by one of the owners or by a common proxy of their choice. Failing agreement between the owners on the choice of proxy, the latter shall be appointed by order of the President of the Tribunal de Commerce (Commercial Court) in proceedings at the request of the most active owner

2 - The right to vote attached to the share belongs to the usufructuary in ordinary general meetings, and to the bare owner in extraordinary general meetings. However, holders of shares whose ownership is divided between them may agree on any other distribution to the right to vote at general meetings. In this case, they must make the Company aware of their agreement by registered letter sent to the registered office, and the Company shall be bound by this agreement for any meeting that may be convened following the expiry of a period of one month following the sending of the letter, with the postmark used as evidence of the send date

Notwithstanding the above, the bare owner has the right to attend all general meetings

Article 15 - Rights and obligations attached to shares

1 - Each share provides a right to the profits and company assets that is proportional to the share capital that it represents

2 - The shareholders are only liable for losses to the extent of their contributions. The rights and obligations attached to the share follow the security in any change of ownership. Ownership of a share shall as of right involve adherence to the articles of association and to the decisions of the general meetings

3 - Any heirs, successors or creditors having rights, or other individuals representing a shareholder, may not request that the goods and assets of the Company be sealed off, nor can

they demand partition or auction. They can in no way interfere in its administration. In exercising their rights they must rely on the company valuations and decisions of the general meetings

4 - Whenever it is necessary to own several shares to exercise any right, or in the event of exchange, consolidation or allotment of shares, or as a result of an increase or a reduction in capital, merger or any other transaction, owners of isolated shares or holding a number that is less than that required may only exercise this right on condition that they make their own personal consolidation arrangements and, where applicable, purchase or sell the shares required

5 – Any share with a nominal value that is lower than or equal to an amount fixed by a decree of the Council of State may be consolidated. These consolidations shall be determined by the general meetings of shareholders under the conditions provided for an amendment to the articles of association and in accordance with statutory provisions

They include the obligation for shareholders to make the purchases or sales of shares required to effect the consolidation

In the event that any shareholder may have made that commitment but does not fulfil it, the consolidation operations may be cancelled at the request of any party concerned. In this case, purchases and sales of fractional shares may be cancelled at the request of the shareholders who did make the purchase or sale or at that of their legal successors, with the exception of the defaulting shareholders, without prejudice to any potential damages

The nominal value of the consolidated shares may not exceed an amount that is fixed by decree of the Council of State

In order to facilitate these operations the Company must, before the decision of the general meeting, obtain the commitment of one or more shareholders to pay, for a period of two years for a price fixed by the Assembly, the consideration both for purchasing and selling offers related to the fractional shares or the requests aimed at supplementing the number of securities owned by each shareholder concerned

On expiry of the deadline fixed by the decree, any shares not presented with a view to being consolidated shall lose their right to vote and their right to a dividend shall be suspended

Dividends for which payment has been suspended shall, in the event of a subsequent consolidation, be paid to the holders of the former shares to the extent they have not been affected by any ban

Where the owners of securities do not manage their goods freely, any request for exchange of former securities and purchases or sales of fractional shares required to complete the consolidation shall be deemed similar to acts of simple administration, unless the new securities are requested in bearer form in exchange for registered securities

The new shares have the same characteristics and confer as of right and without the fulfilment of any formalities the same actual rights or claims as the former shares that they replace

Real rights and pledges shall be transferred as of right to the new securities issued in lieu of the former securities that are encumbered by these

6 - Unless prohibited by law, during the existence of the Company or upon its liquidation, the total amount will be combined for all the shares of the exemptions and tax charges and any other taxes that may be incurred by the Company prior to making any distribution or repayment, in such a way that, given the nominal value and their respective enjoyment, shares in the same category shall receive the same net total amount

ARTICLE 16 - Board of Directors

1 - Unless otherwise specified by the law, the Company shall be managed by a Board of Directors with at least three members and at most eighteen members

2 - In the course of the company's life, the members of the Board shall be appointed or reappointed by the ordinary general meeting. However, in the case of mergers, appointments to the Board may be made by the extraordinary general meeting deciding on the transaction

3 - Each Board member may hold one or more shares in the Company ,

4 - The duration of tenure for Board members is SIX years

Tenures shall expire after the ordinary general meeting ruling on the accounts for the last financial year and held in the year in which the term of the Board member concerned expires

Board members can be re-elected. They can be removed at any time by the ordinary general meeting.

5 - No person shall be appointed a Board member if, having passed the age of 70, his or her appointment will have the effect of raising to more than one third the Board members who are over that age. If this proportion is exceeded, the oldest Board member shall be deemed to have resigned at the end of the ordinary general meeting deciding on the accounts for the financial year in which that age is passed

6 – Board Members may be natural or legal persons. Board Members who are legal persons shall, upon appointment, designate a permanent representative who shall be subject to the same conditions and obligations and who shall incur the same liabilities as if they were a Board member in their own name, all without prejudice to the joint and several liability of the legal person represented

Where a Board member who is a legal person terminates the appointment of its permanent representative, it shall promptly notify the Company by registered letter of its decision and of the identity of its new permanent representative. This shall also apply in the event of death or resignation of the permanent representative

7 - In the event of the vacancy of one or more Board Member seats through death or resignation, the Board of Directors may, between two general meetings, make temporary appointments to complete the composition of the Board. These appointments must be made in the three months of vacancy when the number of Board members falls below the minimum under the articles of association, without however falling below the legal minimum

Temporary appointments made by the Board shall be subject to ratification by the next ordinary general meeting. Failing ratification however, any decisions taken and acts carried out shall remain valid.

Where the number of Board members falls below the legal minimum, the remaining Board members still in office must immediately convene an ordinary general meeting to complete the composition of the Board.

Any member of the Board appointed to replace another member shall hold office only for the unexpired term of office of his or her predecessor.

8 – Board members who are natural persons may not sit simultaneously on more than five Executive or Supervisory Boards of limited companies having their registered office in Metropolitan France, except as provided by the law.

9 - An employee of the Company may only be appointed a member of the Board of Directors if his or her contract represents actual employment within the company. Such an employee shall not lose the benefit of this employment contract. The number of members of Board members linked to the Company through an employment contract may not exceed one third of the Board members in office.

10 Following a proposal by the Board of Directors, the general meeting may by ordinary resolution appoint one or more observers to the Board. The maximum number of observers is set at three.

Observers are appointed for a three year renewable term. They may be removed at any time by the general meeting without the need to show just cause. They may resign at any time and such resignation will be ratified at the next general meeting.

The observers shall be physical persons who are not subject to obligations relating to plurality of directorships under articles L225-21 and 225-94-1 of the Code de Commerce. An employee may occupy the position of observer without losing the benefit of his/her contract of employment as long as he/she continues to perform work under such contract of employment.

In particular the observers shall monitor the strict application of laws and regulations relating to the Company's assets and annual accounts. Observers shall have an advisory role at Board meetings.

Observers are not remunerated and only have the right to claim relevant expenses.

The rules applicable to the convening of observers are the same as those applicable to Directors.

ARTICLE 17 - Organisation and management of Board of Directors

1 - The Board of Directors shall elect a Chairperson from among its members and shall determine that person's remuneration. It shall fix the term of office of the Chairperson which may not exceed his or her term as a Board member.

2 - No person shall be appointed Chairperson of the Board if they are older than 70 years of age. If the incumbent Chairperson has reached this age, he or she shall be deemed to have resigned from office.

3 - The Chairperson shall represent the Board of Directors. He or she shall organise and direct the work of the Board and shall report on this to the General Assembly. He or she shall ensure the proper functioning of the Company's different bodies and shall ensure in particular that Board members are able to fulfil their tasks.

4 - In the event of absence or incapacity of the Chairperson, the Board of Directors shall appoint a Chairperson for the meeting.

5 - The Board shall appoint a secretary who may be selected either from among the Board members or outside of it. He or she shall be replaced by a simple decision of the Board.

ARTICLE 18 - Meetings and deliberations of the Board

1 - The Board shall meet as often as the interests of the Company require and shall be convened by the Chairperson. However, Board members who make up at least one third of the Board may convene a meeting of the Board if it has not met for over two months where they state precisely the agenda for the meeting.

When not chairing the Board of Directors, the Managing Director may request the Chairperson to convene a meeting of the Board with a specific agenda.

2 – The notice of meeting containing the agenda must be circulated 3 days in advance by any means available (including by electronic means). Notice of a meeting may also be given orally and the notice period may be dispensed with if all Directors consent. Meetings shall be held at the registered office or any other place indicated in the notice. Meetings can also be held by video conference or other telecommunication means where the identification of participants is possible.

3 - The Board shall only be validly in session where at least half of the Board members are present.

Board decisions shall be taken by a majority of members present or represented.

The Chairperson shall hold the casting vote.

4 - A register of attendance shall be kept to be initialled by the Board members attending a meeting of the Board.

5 – For the purposes of calculating the quorum and majority, the rules of procedure established by the Board of Directors may provide that Board members shall be deemed present when they participate in the meeting via videoconference or other means of telecommunication allowing identification of participants and ensuring their effective participation in accordance with the regulations in force. This provision shall not apply to statements on the annual accounts and consolidated accounts and the establishment of the management report and consolidated management report.

6 – Minutes of the Board meeting shall be prepared in accordance with legal provisions. The minutes shall be signed by the person chairing the meeting and by one or two Board members.

Copies or extracts of the minutes of Board meetings shall be properly certified by the Chairperson or by the Managing Director.

ARTICLE 19 - Powers of the Board of Directors

1 - The Board shall determine the direction of the Company's business activities and ensure their implementation. Subject to the powers expressly granted by law to shareholders' meetings and within the limits of the purpose of the company, the Board shall take charge of any matter affecting the smooth running of the Company and shall govern the matters concerning it through its deliberations.

In relation to third parties, the Company shall be bound even by acts of the Board of Directors that do not fall within the purpose of the company, unless the company can prove that the third party knew that the act in question did not fall within the said purpose or that it could have known it given the circumstances, with it being further specified that the mere publication of the articles of association shall not be sufficient to constitute such proof.

2 - The Board of Directors shall at all times carry out the controls and verifications that it deems appropriate.

Each Board member must receive the information necessary to accomplish the Board's tasks and may obtain all documents deemed to be useful from the company management.

3 - The Board of Directors may delegate any powers to any representative of its choice within the limits of the powers it has by law and by these articles of association.

The Board may decide to set up review committees charged with reviewing issues submitted to it by the Board or the Chairperson.

5 - The Board has the exclusive authority to decide on or authorise the issuing of bonds.

It may delegate to one or more of its members, to the Managing Director or, in agreement with the latter, to one or more Deputy Managing Directors, the powers required to carry out a bond issue within one year and to decide on the methods for this.

The persons appointed shall be accountable to the Board under the conditions provided by the latter.

ARTICLE 20 – General management

Methods of practice

Pursuant to Article L 225-51-1 of the Commercial Code, the Company's general management shall be assumed to be under its responsibility, either through the Chair of the Board of Directors, or through any other natural person, appointed by the Board, who assumes the title of Managing Director.

The choice between these two methods of practice for general management shall be made by the Board of Directors. The Board's decision on the choice of method of practice shall be taken by a majority of Board members present or represented. The choice of the Board of Directors shall be made known to shareholders and third parties in accordance with existing regulations.

The option chosen by the Board of Directors shall be retained until a decision to the contrary by the Board.

Any change in the method of practice for the general management shall not lead to an amendment of the articles of association.

General management

Depending on the method of practice chosen by the Board of Directors, the Chairperson or the Managing Director shall be responsible for the general management of the Company.

The Managing Director shall be appointed by the Board of Directors who shall fix the duration of their mandate, determine their remuneration and, where appropriate, any limitations on their powers.

In order to exercise his or her functions, the Managing Director must be under 70 years of age. Should this age limit be reached whilst in office, the Managing Director shall be deemed to have resigned and a new Managing Director will be appointed.

The Managing Director can be dismissed at any time by the Executive Board. Any dismissal of the Managing Director who is not the Chairperson may give rise to damages if decided without just cause.

Powers of the Managing Director

The Managing Director shall be vested with extensive powers to act in all circumstances on behalf of the Company. He or she shall exercise these powers within the limits of the purpose of the company, and subject to the powers expressly granted by the law to the general meetings and to the Board of Directors.

They shall represent the Company in relation to third parties. The Company shall be bound even by acts of the Managing Director that do not fall within the purpose of the company, unless the company proves that the third party knew that the act in question did not fall within said purpose or could have been known given the circumstances, with it being further specified that the mere publication of the articles of association shall not be sufficient to constitute such proof.

Acting Managing Directors

On the proposal of the Managing Director that this function be assumed by the Chair of the Board of Directors or by another person, the Board may appoint one or more natural persons responsible for assisting the Managing Director who will have the title of Acting Managing Director.

The maximum number of Acting Managing Directors is set at 5.

In agreement with the Managing Director, the Board of Directors shall determine the extent and the duration of the powers granted to the Acting Managing Directors and shall fix their remuneration

In relation to third parties the Acting Managing Directors shall have the same powers as the Managing Director. In the event of termination or incapacity of the Managing Director, the Acting Managing Directors shall retain their functions and responsibilities until the appointment of a new Managing Director unless otherwise decided by the Board of Directors

The Acting Managing Directors may be dismissed at any time upon the proposal of the Managing Director. The dismissal of Deputy Managing Members may give rise to damages where decided without just cause

ARTICLE 21 - Regulated agreements

1 - It is prohibited for Board members who are other than legal persons, and for the Managing Director and the Acting Managing Directors to take out, in any form whatsoever, loans from the Company, to have an overdraft agreed either on a current or any other account, and to have the Company stand surety for or endorse their commitments to third parties. This prohibition also applies to permanent representatives of Board members who are legal persons, as well as to spouses, ascendants and descendants of the persons referred to above and any third party

2 - Any agreement made directly or indirectly or through a third party between the Company and its Managing Director, one of its Deputy Managing Directors, a member of the Board of Directors, one of its shareholders with a voting share above 10% (Commercial Code Article L 225-38), or, in the case of a corporate shareholder, the Company controlling it within the meaning of Article L 233-3 of the Commercial Code, shall be subject to prior approval by the Board of Directors

The same shall apply to agreements in which one of the persons referred to above is indirectly involved

Also subject to prior approval by the Board of Directors are agreements between the Company and any other company if the Managing Director, a Deputy Managing Director or a member of the Company Board is the owner, partner with unlimited liability, Manager, Board member or Supervisory Board member, or otherwise has a leading role in this company

These agreements must be authorised and approved under the terms of Article L 225-40 of the Commercial Code

3 - The agreements related to current operations concluded under normal conditions are not subject to the procedure for authorisation and approval under Articles L 225-38 et seq of the Commercial Code

However, these agreements must be communicated by the party concerned to the Chair of the Board of Directors. The list and the subject of these agreements shall be communicated by the Chair of the Board of Directors to the Board and to the Auditors

Article 22 – Statutory Auditors

The ordinary general meeting of shareholders shall nominate for the period, under the conditions and with the tasks set out by law, one or more Statutory Auditors and one or more substitute auditors

ARTICLE 23 - General meetings: Announcements - Office - Minutes

1 - The general meetings shall be convened by the Board of Directors or otherwise, by the Auditor or any other person authorised for this purpose.

General meetings shall be held at the registered office or at any other location specified in the meeting notice

The meeting notice shall be made fifteen days before the date of the meeting, either by a notice published in a journal of legal announcements in the department where the registered office is located, or by ordinary letter addressed to each shareholder

Where the meeting has not been validly in session due to the absence of the required quorum, the second meeting and, where applicable, the second adjourned meeting shall be convened at least six days in advance in the same manner as the first meeting

2 - The meeting announcements and letters must state the agenda decided on by the author of the notice.

The meeting may only deliberate on the issues on the agenda. It may, however, remove one or more members of the Executive Board under any circumstances

One or more shareholders representing the share capital as provided by the law may require the inclusion in the agenda of draft resolutions under the conditions and deadlines provided by the law

3 - Regardless of the number of shares that he or she owns, any shareholder has the right to attend general meetings and participate in discussions in person or by proxy or by correspondence voting, by providing evidence of his or her share registration in the accounts of the Company at least five days before the general meeting

4 - In the case of voting by mail, only ballot forms received by the Company three days before the date of the meeting will be taken into account

5 - Any shareholder may also participate in general meetings by videoconference or by any means of telecommunication under the conditions laid down by laws and regulations and stated in the notice convening the general meeting

6 - An attendance sheet containing the particulars required by law shall be in place at each meeting

7 - The general meetings shall be chaired by the Chair of the Board of Directors or by the most long-standing member of the Board present at the general meeting. Otherwise the general meeting shall elect its own Chair

The roles of scrutineer shall be filled by two shareholders who are present and willing and who hold either themselves or as agents the largest number of votes

The committee thus formed shall appoint the secretary who may be chosen from outside of the shareholders

The minutes of the meetings shall be prepared and copies or extracts of these issued and certified in accordance with the law

ARTICLE 24 - General meetings: Quorum - Vote

For ordinary and extraordinary general meetings, the quorum shall be calculated based on all shares making up the share capital and entitled to vote, and for the special general meetings based on all the shares of the class concerned after deduction of the shares with no right to vote in accordance with legal provisions

In the case of voting by mail, only the ballot forms received by the Company within the period specified in paragraph 4 of the preceding article will be taken into account when calculating the quorum

The voting rights attached to shares shall be proportionate to the capital they represent. Each share gives the right to one vote.

In the case of shares held by the Company, the latter may not validly exercise voting rights attached to own shares that it may hold.

The same shall also apply in the case of shares that have not been paid for where the payments are due, which are thereby deprived of the right to vote (Commercial Code art L 228-29)

ARTICLE 25 – Ordinary general meeting

The ordinary general meeting shall take all decisions which do not alter the articles of association. It must be held at least once a year, within six months following the close of each financial year in order to approve the accounts for that year.

The ordinary general meeting shall only be validly in session on first convening if the shareholders present or represented or voting by mail have at least one fifth of the shares entitled to vote. No quorum shall be required on a second convening.

The ordinary general meeting shall decide by a majority of votes of the shareholders present or represented or voting by mail.

ARTICLE 26 - Extraordinary general meeting

1 - The extraordinary general meeting may only amend the articles of association, subject to any possible authorities granted to it pursuant to the law and these articles of association. It may not increase the liabilities of shareholders, except in the case of transactions resulting from the consolidation of shares carried out normally.

2 - The extraordinary general meeting of shareholders has sole jurisdiction to decide the issue, redemption and conversion of preference shares in view of a special report of the auditors

3 - The extraordinary general meeting shall only be validly in session on first convening if the shareholders present or represented or voting by mail have at least one quarter of the shares entitled to vote and one fifth of the shares entitled to vote on second convening. It shall decide by the majority of two-thirds of the votes of shareholders present, represented or voting by mail

However

- Capital increases by incorporation of reserves, profits and share premiums shall be decided under the quorum and majority conditions required for ordinary general meetings,

- A conversion of the Company into a general partnership and joint stock company, a capital increase by raising the nominal amount of capital stocks otherwise than by incorporation of reserves, profits or issue premiums, and a change in the nationality of the Company, must be decided unanimously by shareholders.

ARTICLE 27 - Special general meetings

Special general meetings bring together the holders of a determined class of shares. The decision of an extraordinary general meeting to amend the rights to any class of shares shall only be definitive following approval by the general meeting of shareholders of this class

These meetings are only validly in session if the shareholders present or represented or voting by mail own at least one third of the shares with voting rights on first convening, and one fifth of the shares with voting rights on second convening, and where there are plans to amend these rights

They shall decide by a majority of two thirds of votes held by shareholders present or represented or voting by mail.

ARTICLE 28 - Right of communication to shareholders

The right of communication to shareholders, the nature of the documents available to them, and the way that they are made available or sent, shall all be under the conditions laid down by the law and regulations

ARTICLE 29 - Annual financial statements

The Board of Directors shall keep regular accounts for company transactions. It shall prepare the annual financial statements in accordance with the laws and with business practice

ARTICLE 30 – Allocation of earnings

The income statement that summarises revenues and expenses during the financial year shows, by difference after deducting depreciation and provisions, the profit or loss for the year. On the profit for the year, minus any previous losses if any, at least 5% shall be set aside to supply the

legal reserve fund This deduction shall cease to be compulsory when the legal reserve reaches one tenth of the capital

The distributable profit consists of the profit for the year, less any previous losses and any sums to be set aside for reserves under the law or the articles, and increased by retained earnings brought forward from the previous year

Losses for the year are recorded in the balance brought forward in order to be charged against the profits of subsequent years until they are completely cleared

ARTICLE 31 - Payment of dividends

The methods for the payment of dividends shall be determined by the general meeting or failing this by the Board of Directors

In any case, payment of cash dividends must be made within a maximum period of nine months after the close of the financial year unless extended by judicial authorisation

Where a balance sheet that has been prepared during or at the end of the financial year and has been certified by an external auditor reveals that the Company has made a profit since the end of last year, after providing for any required depreciation and provisions and with deduction of any previous losses and sums to be reserved under the law or the articles and with accounting for the retained earnings, interim dividends may be distributed before the approval of the annual financial statements The amount of the interim dividends may not exceed the amount of the profit thus defined

The general meeting may grant each shareholder the option of payment of the dividend or interim dividends in cash or in shares for all or part of the dividends or interim dividends distributed

ARTICLE 32 - Loss on equity

If the Company's equity should fall below half of the share capital due to losses recorded in the accounting records, the Board must convene an extraordinary general meeting within four months after the approval of the financial statements which revealed that loss, for the purpose of deciding whether to dissolve the Company

If dissolution is not decreed, the Company must, no later than the close of the second year following that in which the loss has been recorded and subject to the provisions of Article L 224-2 of the Commercial Code, reduce its capital by an amount at least equal to the losses which could not be charged to the reserves if, in this period, the equity has not been replenished to a value at least equal to half of the share capital

In the event of a failure to comply with the above provisions, any party may apply to the court for dissolution of the Company

ARTICLE 33 - Liquidation

1 - Subject to compliance with the essential legal rules in force, the voluntary liquidation of the Company will follow the rules set out below, with it being noted that articles L 237-14 to L 237-20 of the Commercial Code shall not apply

2 - The shareholders at an extraordinary general meeting with a quorum and with the majority required for ordinary general meetings shall appoint one or more Receivers from amongst themselves or from outside, whose roles and remuneration they will also determine

This appointment shall terminate the roles of the members of the Board of Directors and, unless otherwise decided by the Assembly, those of the auditors

The ordinary general meeting may still dismiss or replace the Receivers and extend or restrict their powers

The mandate of the Receivers shall be granted for the entire duration of the liquidation unless otherwise stipulated

3 - The Receivers shall have, jointly or separately, the broadest powers to realise all the assets of the Company at the prices and charges and under the conditions decided by them and to extinguish its liabilities

In the course of the liquidation, the Receiver(s) may make distributions of advance payments and, at the end of the liquidation, may distribute the available balance without being under any obligation as regards any formal disclosure of information or deposit of funds

The amounts due to shareholders or creditors and not claimed by them shall be paid to the Caisse des Dépôts et Consignations – which holds public funds in France – in the year following the completion of the liquidation

The Receivers have the capacity to represent the Company even separately in respect of third parties, particularly public and private administrations, and to sue in all courts as plaintiff or act as a defendant

4 - During the liquidation, the general meetings shall be convened as often as the interests of the Company require without them having to comply with the provisions of Articles L. 237-23 et seq of the Commercial Code.

General meetings are properly can be validly convened by a Receiver or by shareholders representing at least one fifth of the share capital

The general meetings shall be chaired by one of the Receivers or, in his or her absence, by the shareholder with the largest number of votes They shall under the same conditions related to quorum and majority as before the dissolution

5 - At the end of liquidation, the shareholders in an ordinary general meeting shall decide on the final statement of the liquidation, the discharge of management of the Receiver(s) and the discharge of their mandate

Under the same conditions they shall also record the closing of the liquidation

If the Receivers neglect to call the general meeting, the President of the Commercial Court may by injunction at the request of any shareholder, appoint an agent to call this meeting

If the closing general meeting is unable to deliberate, or if it refuses to approve the final statements for the liquidation, rules will be set by a decision of the Commercial Court at the request of the Receiver or of any interested party

6 - The amount of equity remaining after repayment of the nominal value of shares shall be divided equally among all shares

Upon repayment of the share capital, the burden of all taxes that the Company may be required to withhold at source shall be distributed indiscriminately among all shares in proportion evenly to the capital repaid to each of them without it being necessary to reflect the different issue dates or the origin of various shares

7 - If all the shares are brought together under one single person, the dissolution of the Company shall lead to the transfer of all assets to its sole shareholder where the sole shareholder is a legal person, without any need for liquidation in accordance with the provisions of Article 1844-5 of the Civil Code

ARTICLE 34 - Disputes

Any disputes that may arise during the course of the Company or its liquidation, either between the shareholders or between the Company and the shareholders themselves, regarding the interpretation or enforcement of these articles of association, or generally about company business, will be brought before the competent courts under the conditions of ordinary law